

Relire « *Nations et nationalisme* », d'Ernest Gellner

Jacky Fayolle

2 juin 2018

[Ernest Gellner](#) (1925-1995), anthropologue et sociologue britannique d'origine tchèque inscrit dans les filiations weberienne et durkheimienne, a proposé dans son ouvrage publié en 1983, *Nations and nationalisme* (Basil Blackwell, Oxford), et édité en français par Payot en 1989 (réimpression 1999), une vision décapante du phénomène nationaliste, qu'il est utile de relire à l'heure de ses résurgences.

Ce livre, qui démarre par une définition limpide (« Le nationalisme est essentiellement un principe politique, qui affirme que l'unité politique et l'unité nationale doivent être congruentes »), est stimulant autant qu'incertain, ou inachevé : il apporte des éclairages fulgurants sur l'idée nationale, sans éviter parfois des énoncés unilatéraux ou contradictoires. Il n'offre pas une synthèse définitive, mais il aide à penser le nationalisme, non pas comme un archaïsme, mais comme un phénomène consubstantiel aux sociétés modernes issus de la révolution industrielle. Et il ne faut donc pas s'étonner de ses résurgences, quand bien même elles recyclent habilement un passé mythifié.

Un phénomène de la modernité

Pour Gellner, la nation est une création historique contingente qui prétend à l'universalité. La nation moderne présuppose l'Etat, lui-même issu de la division du travail. Elle repose sur la reconnaissance réciproque par les personnes qui la constituent de leurs droits et devoirs mutuels. C'est une alliance du pouvoir, celui de l'Etat, et de la culture, commune aux personnes au sein d'une communauté humaine. « Une population qui a une culture homogène est marquée d'une blessure profonde quand elle n'a pas un Etat qui lui est propre » (p.189).

La nation suppose donc une homogénéité suffisante de la société, qui n'est pas vérifiée dans les sociétés préindustrielles faites de communautés locales cloisonnées et dominées par des strates dirigeantes hiérarchisées, qui couvrent seules l'ensemble du champ social. A l'opposé, « ...la société industrielle renforce les démarcations entre les nations plutôt que celles entre les classes » (p.26). Là, Gellner s'oppose explicitement au marxisme.

L'affirmation nationale transforme les clercs (prêtres, théologiens, juristes, philosophes,...) de caste dominante et sélective en classe « aux dimensions universelles » (p.34), « coextensive à la société entière » (p.33). Alors « la totalité de la société est traversée par une haute culture qui la définit et qui a besoin du support de la société politique. Là se trouve le secret du nationalisme » (p.34). La nation s'approprie la haute culture qui n'est plus la seule propriété des clercs mais devient un langage commun. Ainsi, « dans le cas classique des pays d'Europe du Nord-Ouest, on peut dire que le processus a connu deux phases : la Réforme a universalisé les clercs, unifié la langue vernaculaire et la liturgie, et les Lumières ont sécularisé les clercs, désormais devenus une catégorie universelle ainsi que la langue, toutes deux nationales, et qui ne sont plus liés à une doctrine ou à une classe » (p.117).

Les philosophes ont contribué à cette homogénéisation culturelle et à forger son contenu : la société industrielle s'ordonne autour « d'une mesure commune des faits, en quelque sorte, d'un étalon conceptuel universel pour une caractérisation générale des choses » (p.37). « Le monde des

faits, unifié et normalisé, métrique, pour ainsi dire, comme il était conçu dans la philosophie de Hume et de Kant, est l'équivalent de ces collectivités d'hommes anonymes et égaux dans une société de masse » (p.39)

La nation moderne trouve son fondement dans une forme de division du travail et une continuité de la croissance qui favorisent, comparativement aux sociétés agraires antérieures, la mobilité et, par là, l'égalité. La société industrielle spécialise mais réduit les distances entre spécialistes, notamment par la diffusion d'une éducation « générique » qui prend une part essentielle. La spécialisation intervient sur la base de la « fondation commune de formation standardisée et non spécialisée ». Il y a co-extension entre la communauté nationale et le système éducatif qui assure l'existence d'un langage communicatif, littéraire aussi bien que technique, à l'échelle de la communauté. Le nationalisme, c'est « l'organisation de groupes humains en grandes unités qui ont un système éducatif centralisé, une homogénéité culturelle » (p.56). « Les racines du nationalisme plongent très profondément, en effet, dans les exigences structurelles caractéristiques de la société industrielle » (p.56). C'est l'homogénéité éducative et culturelle objectivement produite par la société industrielle qui engendre le nationalisme, et non celui-ci qui imposerait artificiellement l'homogénéité. A l'époque féodale, l'Etat-nation précoce, à la française, est un cas d'espèce rare.

Le nationalisme s'affirme comme un dépassement des unités locales parcellaires. « L'émergence du monde moderne s'est articulée autour de l'érosion des multiples petites organisations locales, sources de cohésion, et de leur remplacement par des cultures mobiles, anonymes, lettrées qui confèrent une identité. Quand cette situation se généralise, elle fait du nationalisme une norme. Cela n'est pas contradictoire avec le fait que, parfois, se superposent les deux types de fidélité, et que, de temps en temps, on ait recours aux relations de parenté pour une sorte d'adaptation au nouvel ordre, partielle, parasite et interstitielle » (p. 128). Le nationalisme devient l'apanage de larges Etats-nations qui engendrent, via les effets d'échelle, l'homogénéité sur un assez vaste espace et qui affirment leur viabilité. Ces nations sont des créations modernes. « ...Le nationalisme n'est pas le réveil d'une force ancienne, latente, qui sommeille, bien que ce soit ainsi qu'il se présente. C'est, en réalité, la conséquence d'une nouvelle forme d'organisation sociale fondée sur de hautes cultures dépendantes de l'éducation et profondément intériorisées dont chacune reçoit une protection de son Etat » (p.75). « Le nationalisme se saisit parfois des cultures préexistantes [sic] et les transforme en nation, parfois les invente, souvent oblitère les cultures préexistantes : telle est la réalité à laquelle, pour le meilleur ou pour le pire, on ne peut, en général, échapper » (p.76).

L'idéologie nationaliste

La nation moderne, et le nationalisme (bonne conscience de la nation), sont donc le produit d'une histoire précise : la société industrielle créatrice de nouvelles unités humaines culturellement homogènes. De nouvelles nations apparaissent au cours du développement industriel parce qu'elles correspondent à l'espace au sein duquel s'instaurent communication et reconnaissance entre ses membres. Le nationalisme réécrit cette histoire sous la forme d'un mythe fondateur qui se perd dans la nuit des temps. L'idéologie nationaliste est la réécriture mythique des origines du processus national qui prend racine dans l'homogénéité culturelle sur un espace relativement large associé à l'affirmation de la société industrielle. La nation est une communauté de volonté et de culture, conditionnée par ce processus objectif d'homogénéisation. En ce sens, « c'est le nationalisme qui crée les nations et non pas l'inverse » (p.86), phrase qui peut être mal comprise si on n'a pas en tête l'ensemble de la séquence exposée par l'auteur. Ce dernier, d'ailleurs, reprend ainsi le fil de sa

pensée: « L'ardeur nationaliste a, du point de vue culturel, un caractère créatif, imaginatif et très inventif. Ce n'est pas pour autant qu'il faudrait, à tort, conclure que le nationalisme est une invention idéologique contingente et artificielle.... » (p. 87).

Si le nationalisme peut être mensonger et amnésique, c'est un fait objectif voire nécessaire. Car, « à l'âge nationaliste, les sociétés se vouent un culte à elles-mêmes, de manière tout à fait ouverte et impudente, au mépris de toute pudeur » (p.87). Plus qu'un corps doctrinal structuré et pérennisé par des penseurs successifs, le nationalisme est une idéologie du moment, circonstanciée, assez récente dans l'histoire humaine, qui se donne des airs d'éternité.

La nation et sa culture, ses attributs comme le système éducatif, réunissent les membres éparpillés et anonymes de la société industrielle fluide et mobile. Elles permettent peut-être à la société industrielle de vivre tout simplement, comme une condition anthropologique sine qua non. L'existence de classes, fondées sur des attributs qui ne se diffusent pas dans la société, constitue un obstacle à cette entropie égalitaire. Elle peut être à l'origine de nationalismes de seconde génération, qui peuvent être d'autant plus violents que ce sont des nationalismes frustes. Ces nationalismes manquent d'une référence à une haute culture préexistante et souffrent d'une autoréalisation de l'exclusion des populations qu'ils entraînent, dans la mesure notamment où cette exclusion semble attachée à des caractères distinctifs inéliminables.

La vocation mobile et fluide de la société industrielle rend les inégalités insupportables, mais susceptibles de se cristalliser en crispations nationales lorsqu'elles se produisent et qu'elles peuvent s'identifier avec des caractères distinctifs. Les luttes de classes sont une expression transitoire des tensions suscitées par les obstacles à une réalisation pleine et entière de l'homogénéité portée par la société industrielle, lorsqu'elle vient buter sur l'exclusion de certains du savoir ou du pouvoir. Ces luttes sont fortes au début de l'industrialisme lorsque les inégalités sociales sont prononcées et les entités politiques en cours de définition. Les sociétés se caractérisent par des combinaisons diverses de répartition du savoir et du pouvoir. A l'époque moderne, « le problème nouveau est de savoir si les gouvernants veulent diriger une société mobile dans laquelle les gouvernants et les gouvernés peuvent se fondre et former un continuum culturel et s'ils en sont capables » (p.182)

Est-ce à dire que les luttes nationales ont plus d'avenir dans la société industrielle que les luttes de classe, dont les marxistes auraient exagéré l'amplification sans fin ? D'une certaine façon, pour Gellner, le nationalisme est toujours le ressort secret de la lutte de classe car une classe dominée, si elle va jusqu'au bout de sa lutte, se fait nation. Ce recouvrement des luttes de classes par les luttes nationales peut être jugé unilatéral, mais l'histoire moderne des nationalismes est-européens donne du crédit à cette conception (voir l'historiographie précise qu'en retrace Timothy Snyder, par exemple à propos de l'affirmation du nationalisme populaire ukrainien contre les élites polonaises, dans « La reconstruction des nations, Pologne, Ukraine, Lituanie, Bélarus », Edition française, Gallimard, 2017).

Les ethno-nationalismes de seconde génération

Les nationalismes de seconde génération procèdent de l'exclusion. Ils en portent la marque. La culture devient en effet une frontière visible lorsqu'elle n'est pas partagée : « Aujourd'hui, avec la mobilité, elle est devenue visible : c'est la limite de la mobilité d'un individu » (p.158). Ce sont en conséquence des ethno-nationalismes, qui procèdent d'un égalitarisme déçu. L'ethnie est une nation par défaut, une nation qui se constitue par le refus de l'exclusion au sein d'une société établie. Elle récupère des matériaux culturels préexistants, voire empruntés. On peut avoir « la combinaison d'un

tribalisme ancien, fondé sur la structure sociale, et d'un nouveau nationalisme anonyme fondé sur une culture commune » (p.126) . C'est un nationalisme de la frustration, qui récupère les matériaux tribaux, plus qu'il ne procède de la sécularisation nationale d'une haute culture.

Au sein de sociétés industrielle établies, le nationalisme fait ainsi retour sur les communautés élémentaires et segmentées, il se ramifie en prenant un tour moins universalisant, plus « ethnique », il devient ethno-nationalisme. « Pour tout nationalisme réel, il y a un nombre n de nationalismes potentiels, des groupes que définissent leur culture commune héritée de la société agraire ou un autre lien (selon le principe du « précédent ») qui pourraient donner l'espoir de fonder une communauté industrielle homogène mais sans s'embarrasser de luttes et qui ne parviennent ni même ne tentent de rendre actif leur nationalisme potentiel » (p.71).

A partir de ces analyses, Gellner élabore une typologie fine des nationalismes, de nature historiciste, liée aux stades de l'industrialisme, aux modes de répartition du savoir et du pouvoir et à la nature des phénomènes d'exclusion.

Le nationalisme mûr correspond à l'homogénéité culturelle et éducative de la société industrielle. Mais ce nationalisme industriel et moderne trouve ses boucs émissaires, face aux tensions qui le traversent. Il met par exemple à mal le respect distant qui pouvait auparavant être accordé aux minorités juives. En ce sens, il y a une modernité malheureuse de l'antisémitisme, comme archétype du rejet de minorités dont la place spécifique n'est plus reconnue dans la nation.

Sommes-nous aujourd'hui à l'heure de nationalismes de 'troisième génération', nourris des frustrations issues des déséquilibres de la mondialisation et des impasses de l'intégration européenne, nationalismes à la fois 'post-modernes' et recyclant les mythes et les passions hérités des générations précédentes ? Si l'on entend lutter contre les dégénérescences de l'idée nationale dont ils sont porteurs, encore faut-il prendre la mesure de la dynamique qui les anime.